

Décision du 3 décembre 2003

Kinésithérapie complexe (position tarifaire 7311) pour les thérapies de longue durée après la fin de la phase de réadaptation

Lors de sa séance du 3 décembre 2003, la Commission paritaire a décidé qu'en vertu des critères d'économicité, d'adéquation et d'efficacité (selon l'art. 32 de la LAMal) d'un traitement, il était judicieux de rembourser la position 7311 42 fois par an pour les thérapies de longue durée remplissant les conditions des conventions tarifaires pour le décompte de la position 7311, une fois la phase de réadaptation terminée.

Sur demande, la position 7311 peut naturellement être facturée plus de 42 fois par an, lorsque le tableau clinique change, c.-à-d. si l'on observe une aggravation avérée de l'état du patient suite à la réduction du nombre de traitements ou qu'apparaissent des problèmes supplémentaires ou nouveaux, nécessitant une thérapie, en cas de maladie ou d'accident.

La CP est régulièrement confrontée à la problématique du remboursement de la position tarifaire 7311 lors de thérapies de longue durée. Les organismes payeurs ont proposé de rembourser éventuellement les thérapies de longue durée 26 fois avec la position tarifaire 7311 et 26 fois avec la position tarifaire 7301, un traitement complexe continu une fois par semaine, et ce pendant des années, ne répondant pas à l'esprit de l'article 32 de la LAMal. Un hôpital n'était pas d'accord avec cette interprétation et a soumis un cas à la CP.

En principe, il convient de respecter l'article 32 de la LAMal. Le fait de poursuivre une thérapie, pendant des années et au même rythme, sans la remettre en question, ne correspond pas à l'exigence d'économicité, d'adéquation et d'efficacité. En effet, la situation des patients évolue au cours d'une année, ce qui nécessite, de la part du physiothérapeute, d'adapter la fréquence des séances. Une solution flexible est une condition importante pour pouvoir respecter les dispositions légales. Si la situation thérapeutique requiert une thérapie complexe et que les conditions du tarif sont remplies, il est possible de facturer chaque séance de traitement avec la position 7311, également dans le cas des thérapies de longue durée. Il est inconcevable de changer de position tarifaire en cours d'année en l'absence de changement fondamental de la situation thérapeutique; en outre, cela ne rentre pas dans le cadre de la convention tarifaire. En revanche, en cas de thérapie de longue durée, la fréquence des séances doit, dans la mesure du possible, être réduite et adaptée de manière flexible à la situation thérapeutique donnée. La physiothérapeute bénéficie ainsi de la marge de manœuvre nécessaire et peut mieux adapter la fréquence des séances à la situation du patient. Cela permet également de respecter les exigences légales d'efficacité, d'adéquation et d'économicité.